



LA JUSTICE CLIMATIQUE C'EST POUR QUAND ?



Diminuer très fortement les productions et les consommations énergétiques, se battre pour l'égalité sociale, donner la priorité aux secteurs du soin (soins environnementaux et soin des personnes), transformer en profondeur le modèle économique et productif... C'est tout ce à quoi E. Macron tourne le dos avec la loi climat.

Pourtant, des mesures immédiates pour enclencher les nécessaires bifurcations sont possibles.

QUELQUES PROPOSITIONS POUR NOURRIR NOS LUTTES

Empêcher les multinationales de nuire

- Fin des exonérations de taxe carbone pour les pollueurs industriels, le transport aérien et maritime et les sites industriels soumis au marché carbone européen.
- Abandon des accords de libre-échange
- Retrait du traité sur la charte de l'énergie qui protège les pollueurs
- Fin des aides publiques aux grosses entreprises qui font des profits et continuent de polluer
- Conditionnalité des aides pour engager une bifurcation écologique et sociale
- Moratoire sur les nouvelles zones commerciales et les entrepôts de e-commerce
- Interdiction de la publicité pour les produits très polluants et la malbouffe, à remplacer par des services d'informations aux consommateurs.

Pour la justice sociale, financer une transition écologique juste.

- Mise en place d'une taxation sur les transactions financières.
- Taxation unitaire des multinationales pour mettre fin à leur évasion fiscale des multinationales et relocaliser l'impôt sur les sociétés.
- Taxation liée au nombre de kilomètres parcourus par les produits, pour inciter à la relocalisation des activités et à la baisse du commerce international.
- Augmentation de la progressivité de l'impôt sur le revenu en créant de nouvelles tranches supérieures
- Restauration de l'ISF et élargissement de son périmètre
- Suppression du prélèvement forfaitaire unique (flat tax) et rétablissement de la progressivité de la taxation des revenus financiers.
- Augmentation du taux d'imposition des dividendes versés aux actionnaires, particulièrement les plus grosses entreprises.

- Suppression des exonérations sur les énergies fossiles (kérosène, fuel lourd, gazole)
- Fléchage de l'argent de l'épargne populaire vers les seuls projets contribuant à la transition énergétique, écologique ou sociale
- Suppression des avantages fiscaux accordés aux entreprises et du CICE.

Emplois, travail et climat

- Investissement massif vers les secteurs de la transition et la création d'emplois publics.
- Plans de reconversion industrielle et professionnelle pour les secteurs qui vont connaître le plus d'impact, à inventer en lien avec les organisations syndicales et les salarié.e.s.
- Développement d'emplois qualifiés en particulier dans le bâtiment pour l'isolation, avec des entreprises publiques comme moteurs.
- Développement de transports collectifs créateurs d'emplois accompagnant une politique pour limiter la circulation automobile.
- Transformation de l'agriculture et de la pêche afin de relocaliser les productions et créer des milliers d'emplois dans ces secteurs.
- Création d'emplois publics dans la conservation (aires marines protégées, forêts...)

Transport aérien : planifier l'atterrissage

- Suppression des liaisons nationales aériennes au profit du transport ferroviaire
- Limitation des déplacements internationaux
- Arrêt de la construction ou de l'extension d'aéroports
- Limitation des dividendes aux actionnaires et financement d'un plan de reconversion pour les salarié.e.s, avec interdiction des licenciements

★ DU « SANS FILTRE »... AUX 100 FILTRES ★

MACRON NOUS ENFUME!

Avril 2019

« Ce qui sortira de cette convention sera, je m'y engage, soumis **sans filtre** soit au vote du Parlement, soit au référendum, soit à application réglementaire directe »

Janvier 2020

« Si à la fin de vos travaux, vous donnez des textes de loi, des choses précises, là **je m'engage** à ce qu'ils soient donnés ou au Parlement ou au peuple français tels que vous les proposerez »



Juin 2020

« Le temps est venu de faire, d'agir, de placer l'écologie au cœur du modèle économique. **J'irai au bout** de ce contrat moral qui nous lie »

PARMI LES NOMBREUX JOKERS IMPOSÉS PAR MACRON, LE GOUVERNEMENT ET LES LOBBIES :

Les multinationales :

- Entraver leur liberté en leur imposant des conditions écologiques et sociales ? **Pas même évoqué dans la loi.**
- Les obliger à publier un vrai bilan de leurs émissions de Gaz à Effet de Serre ? **Retouqué.**
- Entraver les traités de libre-échange ? **Pas question.**
- Taxer les 1400 plus gros sites industriels pollueurs en appliquant le principe « pollueur-payeur » ? **C'est non.**
- Limiter l'expansion d' Amazon? **Refusé.**

La justice sociale :

- Taxer les dividendes ? **Éjecté dès le départ.**
- Le «zéro reste à charge » pour la rénovation thermique des ménages les plus modestes ? **C'est non.**
- La baisse de la TVA sur les trains et pour les transports sur les circuits courts ? **Refusée.**

Le travail et l'emploi :

- Agir massivement pour créer des emplois-climat, anticiper la reconversion professionnelle et augmenter l'effort pour accompagner les personnes en reconversion ? **Réduit à presque rien.**

Se déplacer sans polluer :

- Faire atterrir le trafic aérien pour permettre au trafic ferroviaire de décoller ? **Retouqué dans le projet de loi climat.**



EXIGEONS UNE **#VRAIELOICLIMAT**


attac